

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAÔNE

DRIRE FRANCHE-COMTE  
Groupe de Subdivisions Centre  
Antenne de Vesoul  
-----

ARRETE DRIRE/I/2008 n° 3309

en date du - 4 DEC. 2008

mettant en demeure la société EUROCOOLER, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORBENAY de satisfaire à certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées.

-----

LE PREFET DE LA HAUTE-SAONE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU

- le titre Ier du livre V du Code de l'Environnement et notamment son article L.514-1 ;
- l'annexe de l'article R.511-9 dudit code, portant nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral n° 1009-01 du 27 mars 2000 autorisant la société SA ESAC à exploiter une chaudronnerie sur le territoire de la commune de CORBENAY ;
- le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 novembre 2008 relatant le non-respect de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 visé ci-dessus ;
- l'avis et les propositions de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 novembre 2008 ;

**CONSIDERANT** que l'exploitation de l'installation susvisée est menée dans des conditions irrégulières et qu'il importe pour la sauvegarde des intérêts visés à l'article L.511-1 du code précité de mettre fin à cette situation dans les meilleurs délais ;

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Saône

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

La Société EUROCOOLER est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CORBENAY de satisfaire, **dans un délai de six mois** à compter de la date de notification du présent arrêté:

1° - aux prescriptions du point II de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées : « ... *Le stockage et la manipulation de produits réactifs, dangereux ou polluants, solides ou liquides sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.*

*Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- *100 % de la capacité du plus grand réservoir ;*
- *50 % de la capacité totale des réservoirs associés.*

*Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :*

- *la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ;*
- *dans le cas de liquide inflammable, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ;*
- *dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres. ...»*

en plaçant sur rétention appropriée tous les stockages de peintures et diluants des bâtiments D12 et D4, et également tous les stockages ponctuels présents dans l'ensemble de l'usine et non munis de rétention.

2° - aux prescriptions du point III de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées : « ...*Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :*

- *100 % de la capacité de la plus grande cuve ;*
- *50 % de la capacité totale des cuves associées.*

*Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement. ... »*

en plaçant sur rétention appropriée la chaîne de dégraissage.

3° - aux prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées : « ... *L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. ... »*

**ARTICLE 2 :**

Si au terme des délais fixés à l'article premier, l'exploitant n'a pas déféré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L.514-1 susvisé, indépendamment des sanctions pénales prévues en l'espèce.

**ARTICLE 3 :**

Le présent arrêté sera notifié à M. le président de la Société EUROCOOLER à CORBENAY. Il sera affiché pendant un mois à la mairie par les soins du Maire de CORBENAY.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative par l'exploitant dans un délai de deux mois, qui commence à courir à compter du jour où ledit acte lui a été notifié.

**ARTICLE 4 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la HAUTE-SAÔNE, le Maire de CORBENAY, ainsi que le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de FRANCHE-COMTÉ sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- à M. le Maire de CORBENAY,
- à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de FRANCHE-COMTÉ à BESANÇON,
- à la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de FRANCHE-COMTÉ – Groupe de Subdivisions Centre – Antenne de VESOUL.

Fait à Vesoul, le 4 DEC. 2008

Pour le préfet,  
et par délégation  
Le secrétaire général,

Alain CASTANIER

